

UN POGNON DE DINGUE MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE !

AIDES AU LOGEMENT : PAS DE RÉ-ÉVALUATION CETTE ANNÉE : En ne ré-évaluant pas au mois d'octobre les aides au logement, le gouvernement devrait cette année économiser quelques centaines de millions d'euros, comme à son habitude sur les familles les plus défavorisées du pays, à savoir sur les 6.5 millions de bénéficiaires.

RENDEZ-VOUS SALARIAL FONCTION PUBLIQUE 18/06 : Le gouvernement a refusé d'entendre la revendication principale des agents de la Fonction publique et a annoncé la poursuite du gel de la valeur du point pour l'année 2019.

AUGMENTATION DU GAZ + 7.45 % : Après une hausse de 6.9% en janvier dernier (v notre bulletin n° 5 de février), le gouvernement a décidé d'augmenter les tarifs du gaz de 7.45 % au 1^{er} juillet. C'est la plus importante hausse depuis six ans.

Pour un ménage se chauffant au gaz, cela devrait

La croissance serait-elle là ? Oui, mais seulement pour les profits et les dividendes. Le CAC 40 (40 entreprises cotées) affiche des résultats records : + 22% de profits en 2017 par rapport à 2016. En 2017, l'index parisien a rapporté 94 milliards de bénéfices à ses actionnaires, soit 17 milliards de plus qu'en 2016. 46.8 milliards ont été distribués en dividendes. « Un pognon de dingue », ces derniers représentant presque 2 fois plus que les minima sociaux (26,6 milliards d'euros) qui bénéficient pourtant à 4 millions de personnes...

Il y a 20 ans, les 500 plus grosses fortunes du pays représentaient 10% du PIB (produit intérieur brut). En 2017 c'était 25%, et aujourd'hui 30 % ! Ainsi la part des plus grosses fortunes dans le PIB ne cesse d'augmenter.

Le magazine Challenges, spécialisé en la matière, estime que le montant cumulé des 500 plus grosses fortunes de France a été multiplié par 3 en 10 ans s'établissant à 650 milliards d'euros, soit une augmentation de 13% en un an.

Bernard ARNAUD (LVMH) également 4^{ème} au niveau mondial est toujours en tête de ce classement national avec une fortune de 73.2 milliards d'euros. Les suivants de ce classement font figure de pauvres en comparaison : Alain et Gérard WERTHEIMER (CHANEL) ne possède que ...40 milliards d'euros. Viennent ensuite Axel DUMAS (HERMES) et Françoise BETTENCOURT-MEYERS (L'OREAL) qui légèrement à la traîne n'affichent que 39.6 milliards...

signifier environ 90 à 100 € annuels en plus sur la facture.

Cette importante augmentation serait due à une hausse des coûts d'approvisionnement et à celle du coût des infrastructures. Penser qu'il y ait un rapport avec le projet de privatisation d'ENGIE serait évidemment mal intentionné !



ÊTES VOUS EN STAYCATION ?



Se sont bien les problèmes d'argent, la précarité et l'incertitude du lendemain qui dissuadent de partir en vacances.

Selon la dernière étude

du centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) qui date de 2014, cette année là, seulement 40 % des personnes ayant des revenus inférieurs à 1 200 euros mensuels partaient en vacances contre 86 % de celles qui disposaient de revenus de plus de 3 000 euros.

Un « budget vacances » pour une famille peut représenter plusieurs milliers d'euros : impossible pour la majorité des bas salaires.

Le credoc note de plus que « les plus pauvres ne sont pas les plus aidés et que les plus aisés ont davantage l'occasion de bénéficier d'hébergements gratuits dans la famille ou chez des amis ».

Les inégalités se creusent.

Notons que 82 % des cadres supérieurs partent en congés, contre seulement 47 % des ouvriers.

Si le taux de départs en vacances a eu tendance à augmenter pour toutes les catégories sociales durant ces dernières années, celui concernant les revenus les plus modestes a cependant diminué entre 1998 et 2014, passant de 44 à 40 % sur la période, tandis que celui des plus aisés augmentait de 83 % à 86 %.

Si les professionnels de tourisme ne semblent cependant pas être inquiets, c'est que le nombre de visiteurs étrangers serait en hausse de 8%. Ils étaient 89 millions à visiter le pays en 2017.

Mais que se consolent, celles et ceux qui ne partent pas. Ils -elles- sont en « ...staycation ». Ce mot d'origine américaine provient de l'anglais "stay" (rester) et "vacation" (vacances) : les "vacances chez soi"!



N° 11

Août 2018

Convergences & Luttes

Bulletin de liaison retraité(e)s et actifs (ves) rédigé à l'initiative du Collectif Retraité(e)s du Syndicat CGT du Conseil Départemental de Loire-Atlantique et de la section du Syndicat National CGT des Personnels Techniques des Réseaux et Infrastructures (SNPTRI)

"Conquis" mais pas "Acquis" ! Ne parlez pas d'Acquis sociaux, mais de Conquis sociaux...
Ambroise CROIZAT, Ministre du Travail, fondateur de la Sécurité Sociale

cd44.reference-syndicale.fr/convergences-et-luttes

Contact mail : convergencesetluttes@tutanota.com

ÉDITO



Plus de 19 millions de téléspectateurs-trices ont suivi les matchs de leur équipe à la télévision, et dans tout le pays, des manifestations de joie se sont déroulées spontanément après la victoire des bleus.

Si toutes et tous (enfin presque) étions heureux.ses de cette victoire après avoir suivi la finale avec passion, le président MACRON l'était lui aussi. Apparemment.

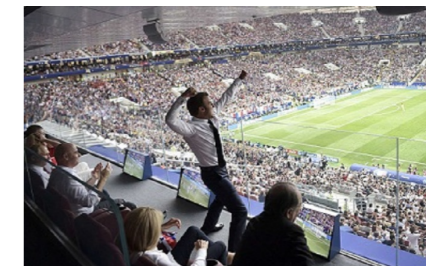
Lui qui a fait l'effort de se rendre en Russie, félicitant, congratulant, enlaçant les joueurs, les serrant dans ses bras et les embrassant comme des enfants.

Bon, c'est vrai, nos joueurs, ces *grands enfants gâtés*, ne sont pas des gens rencontrés dans les gares, lieux où l'on ne peut rencontrer que ceux (celles) qui ont réussi, ou ...des riens. En tous les cas ils ne font pas partie de cette seconde catégorie.

Nos bleus, qui réclament en coeur des baisses d'impôts, perçoivent entre 1 à 8 millions d'euros par an de revenus pour les "plus pauvres" d'entre eux et jusqu'à près de 26 millions pour le plus riche. De l'indécence.

...Et avec un salaire proche de 3.5 millions par an, l'entraîneur D. Deschamps peut crier "vive la République" au cours de son interview d'après match !

LA FRANCE EST-ELLE DÉRÉGLÉE ?



Nous aussi aimons notre équipe, surtout lorsqu'elle gagne, mais nous ne supportons ni les excès ni les contradictions, surtout quand ils contredisent les réalités.

Notre président lui, a démontré à première vue et avec une extravagance non mesurée un véritable engouement pour les joueurs, affichant un chauvinisme, voire un nationalisme, bien contraires à la réalité de ses actions politiques et sociales.

Son attitude en effet, durant cette épreuve sportive - et financière - serait censée démontrer un attachement à son pays et donc à son peuple. Pourtant !

Pourquoi si tel était le cas, avoir détruit le code du travail, baissé les APL, rançonné les retraité.e.s ? Pourquoi avoir pour projet celui de détruire la sécurité sociale, retraites et pensions de réversion ? Les statuts, le service public dans son entier ?

Pourquoi dépouiller le pays par les privatisations (dites cessions d'actifs !) de la FDJ, aéroports de Paris, ENGIE, barrages hydro-électriques, puis prévoir celles de la SNCF, des routes et de l'ensemble des services publics ?

Et si le président aimait vraiment son peuple, pourquoi le mépriser ainsi, le traitant de riens, cyniques, fainéants ? Lâcherait-il ses brigades anti-criminalité (BAC) et une milice qui ne dit pas son nom, très proche de son pouvoir, contre la partie du peuple qui, s'oppose à sa politique ?

Non, le président français n'aime pas le peuple, excepté les premiers de cordée... Avec sa politique, sa haine affichée et ses exubérations, il est permis de se poser la question de savoir si la France n'est pas dérégulée !

SOMMAIRE

Page 1 : ÉDITO : LA FRANCE EST-ELLE DÉRÉGLÉE ?

Page 2 : OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE

NOUVEAU COUP BAS DES DÉPUTÉS EN MARCHÉ !
MAIN BASSE DU GOUVERNEMENT SUR NOS
COTISATIONS : 24 MILLIARDS ANNONCÉS !

Page 3 : FIN DU REMBOURSEMENT DES MÉDICAMENTS CONTRE LA MALADIE D'ALZHEIMER
SNCF : LES GUICHETS FERMENT

Page 4 : POGNON DE DINGUE MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE !
ÊTES VOUS EN STAYCATION ?

NOUVEAU COUP BAS DES DÉPUTÉS EN MARCHÉ !

C'est dans le cadre du projet de loi constitutionnel qu'une nouvelle fois en catimini, dans la nuit du 28 au 29 juin dernier, Olivier Véran, député LREM faisait adopter son amendement 694 par lequel le terme « Sécurité sociale » était remplacé incognito dans plusieurs articles de la Constitution par celui de « Protection Sociale ».

Après une levée de boucliers de député.e.s de l'opposition (PCF et Insoumis) le groupe parlementaire EN MARCHÉ est revenu ...en *marche arrière* en réintégrant le terme sécurité sociale dans leur formulation.

Leur groupe parlementaire a eu beau s'en défendre, cette tentative de changement de formulation dans la constitution n'était pas anodine au moment où le gouvernement engage sa réforme des pensions et des retraites.

L'auteur de cette tentative a eu beau expliquer sans rire que son amendement visait à étendre le champ de la loi de financement de la Sécurité sociale, il est évident que cela n'est qu'enfumage de la même manière qu'il nous est dit que la suppression des cotisations sociales visait à *donner un coup de fouet au pouvoir d'achat* ou que l'on ferme les hôpitaux pour *garantir l'accès aux soins* !

Dans le terme "Sécurité sociale" il y a la notion de redistribution (entre actifs et retraités notamment), notion juridique qui ne figure pas dans le terme beaucoup plus général de "protection sociale."

Modifier les termes juridiques d'une institution telle qu'elle soit permet d'en changer le sens pour la détruire avec beaucoup plus de facilité ensuite.

N'oublions pas qu'après avoir amputé son budget de 4.2 milliards (dont 1.2 sur l'hôpital public), le gouvernement a ensuite fiscalisé la sécurité sociale en supprimant les cotisations en ayant recours à la CSG.

Il envisage maintenant de faire main basse sur les excédents lorsque les comptes seront positifs (v article ci-contre).

Ce gouvernement s'autorise vraiment tous les coups, y compris les plus bas qui soient pour arriver à ses desseins.

LA DESTRUCTION TOTALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DES RETRAITES EST

... EN MARCHÉ !

MAIN BASSE DU GOUVERNEMENT SUR NOS COTISATIONS : 24 MILLIARDS ANNONCÉS !



Comme indiqué dans le rapport des comptes de la sécurité sociale publié le 5 juin dernier, le déficit global du régime général (RG) et du fonds de solidarité vieillesse (FSV) n'est plus que de 5.1 milliards d'euros en 2017, alors qu'il était encore de 7.8 milliards en 2016.

Le rapport précise que pour 2018, il devrait encore s'améliorer en se réduisant à un montant de l'ordre de 300

à 900 millions d'euros.

Une dépêche de l'AFP (Agence France Presse) du 5 juin dernier l'annonçait en ces termes : « Une sécu quasiment à l'équilibre avant les grandes réformes... Presque sortie du rouge et à moitié dans le vert, la Sécu reprend des couleurs ». La presse n'a rien dit de cette dépêche.

Waouh ! nous sommes nous écriés de notre côté à la CGT ! Dans peu de temps le Gouvernement va pouvoir mieux rembourser les assuré.e.s sociaux, certainement même redonner l'argent volé aux retraité.e.s en janvier dernier !

Mais que nenni ! Et le lendemain 6 juin, l'AFP annonçait même que le gouvernement « *niait l'existence d'une cagnotte* » liée à la forte réduction du déficit de la Sécurité sociale, excluant de fait une quelconque redistribution !

De plus, à la lecture du volumineux rapport de la cour des comptes cette fois, sorti lui, le 27 juin, on apprend que les excédents dégagés par les administrations de Sécurité Sociale seront "plafonnés" à partir de 2019. Et de préciser que le surplus servira à ...« *réduire le déficit de l'État* ! » Carrément !

Cela signifie qu'avec le transfert du financement de la sécurité sociale sur le budget de l'État, l'excédent de nos cotisations ne sera pas réinjecté dans les caisses de la sécurité sociale et de ses différentes branches (famille, vieillesse), mais rejoindra ...les caisses de l'État.

Pire, on nous annonce même le montant du préjudice à subir, le chiffre d'un solde positif serait de l'ordre de **24 milliards** ouvertement annoncé pour 2022.

Le tour est joué. Le Gouvernement instaure l'austérité, le blocage des salaires, redemande des efforts chaque année aux assuré.e.s sociaux, augmente la CSG, rançonne les retraité.e.s, diminue les remboursements de soins, abandonne l'hôpital public, continue à diminuer les cotisations sociales pour les employeurs, et récupère les excédents pour rembourser cette dette tout bonnement illicite et sans fin, soit tout ce qui est décidé par la commission européenne, la banque européenne, la banque mondiale, et le fond monétaire international (FMI).

Le gouvernement MACRON a donc décidé purement et simplement de « faire main basse sur notre système de protection sociale ». Un véritable hold-up.



Agnes BUZYN, Ministre de la santé, vient de mettre fin au remboursement des quatre molécules utilisées dans les traitements de la maladie d'alzheimer que sont Aricept, Ebixa, Exelon, Reminyl et leurs génériques. Un arrêté pris le 1^{er} juin entérine cette décision. **Dès les 1^{er} août, ces médicaments ne sont plus remboursés.**

Le prétexte mis en avant par la Ministre est que ces médicaments sont jugés « *peu efficaces et potentiellement risqués* » par la haute autorité de santé (HAS).

L'analyse du HAS, dont Mme BUZYN était d'ailleurs dirigeante avant son entrée au Gouvernement, ne fait cependant pas l'unanimité du corps médical. Neurologues, gériatres, fédérations et organisations médicales s'insurgent en effet contre cette décision déclarant notamment que ces médicaments n'ont pas montré « *d'effets délétères si les précautions d'emploi sont respectées.* »

Benoit DURANT, délégué de l'association France Alzheimer a affirmé de son côté que « *l'efficacité des médicaments, même modeste, existe* » et de rajouter

qu'il était prouvé « *que les arrêts des médicaments engendraient une accélération du déclin cognitif* ».

Dans le contexte politique et idéologique actuel visant à la recherche d'économies en matière de santé publique et de détricotage de la sécurité sociale par le gouvernement, qui dans le même temps s'emploie à faire des cadeaux au patronat et aux plus riches, les raisons évoquées par la Ministre laissent planer un sérieux doute dans le milieu médical et chez les familles des patients.

Cette maladie concerne 850 000 personnes dans notre pays. Elle touche principalement la population de plus de 75 ans, mais 35 000 personnes en sont atteintes avant l'âge de 65 ans, dont 5 000 avant 60 ans. 72% des personnes vivant en maisons de retraites en seraient atteintes.

Cette mesure qui rapportera 90 millions d'économies est clairement un pas de plus vers l'inégalité sociale et l'instauration d'une santé à plusieurs vitesses.

Pour se disculper des mauvaises intentions qui lui sont prêtées, Mme la Ministre annonce que cette somme sera intégralement réorientée vers l'accompagnement des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, ce qui répondrait ainsi à une revendication des familles et des associations.

Sauf que ces dernières n'ont jamais revendiqué une telle mesure en la monnayant avec le déremboursement simultané de médicaments dont les malades et leurs familles feront les frais, et que les moins aisé.e.s d'entre eux.elles n'auront pas d'autre choix que d'arrêter les traitements !

Cette décision est d'autant plus injuste qu'il n'existe pas d'autre traitement de substitution aujourd'hui à ces quatre médicaments.

SNCF : LES GUICHETS FERMENT



Voilà 143 ans maintenant que cheminots et cheminotes vendent des billets de train, renseignent et conseillent les voyageurs à la gare de Rezé.

Pourtant, cet été 2018, le 6 juillet précisément, les guichets de la gare de Pont Rousseau à Rezé, ainsi que dans le même temps ceux de la gare de Vertou ont été fermés définitivement.

Comme ceux de la Poste, les guichets de la SNCF ferment les uns après les autres.

Dans notre région sont concernées les gares de *Couëron, Basse Indre, St Etienne de Montluc, Challans, Fontenay le comte, La Suze...* Et cette liste va s'allonger.

Pour la Direction, l'idée est de remplacer le contact humain par des billets dématérialisés et autres bornes automatiques en vue de déblayer le terrain pour les privatisations à venir.

C'est là le désastre prévu par la politique libérale de MACRON, celle préconisée par les institutions européennes.

Après il y aura la fermeture de lignes non rentables. Pour la Direction, le service doit évoluer et s'adapter aux nouvelles technologies... « *Il faut*

vivre avec son temps et savoir être ...modernes ! »

La directrice de région, Madame Dommange, se voulait pourtant rassurante dans la presse dernièrement, elle qui minimisait les impacts de cette restructuration en oubliant de dire que plusieurs guichets sur la région allaient fermer.

En ce qui concerne la réforme ferroviaire, les cheminots en lutte depuis le 3 avril dernier font encore ici, preuve d'un engagement, d'une lucidité et d'un sérieux sans faille, car fers de lance de la contestation sociale depuis près de 3 mois, cheminotes et cheminots ne désarment pas.

Ils continuent la lutte avec la CGT et SUD RAIL quand le pouvoir détruit le service public...